



Déclaration du Sgen-CFDT

Bous sommes réunis pour ce qui sera sans doute le dernier Comité Technique ministériel avant l'échéance électorale majeure de notre système politique. Il est légitime de vouloir tirer le bilan du mandat présidentiel qui s'achève pour notre secteur professionnel. Je ne reviendrai pas sur l'ensemble des réformes mais seulement sur les lignes de force.

À l'évidence, le fait dominant a été la suppression massive de postes. Nous ne pensons pas que la qualité d'une politique éducative tienne au seul volume de moyens engagés, mais il est tout de même évident, et la mandature écoulée le prouve, qu'il n'est pas possible de réformer sainement et sereinement sous la contrainte de suppressions massives et répétitives. Cette orientation, contestable y compris sur le plan des résultats budgétaires réels, a été d'une telle ampleur qu'elle a constitué l'élément premier de chacune des décisions, la réflexion pédagogique n'intervenant qu'ensuite pour tenter d'accompagner voire de justifier les coupes opérées. La preuve en est faite, l'empilement de décisions principalement budgétaires ne peut constituer une politique cohérente et encore moins répondre aux besoins de notre système éducatif et du pays.

Pour le Sgen-CFDT, l'enjeu majeur de la période que nous vivons devrait être la réussite de tous les élèves et c'est cet objectif qui devrait déterminer la cohérence de l'ensemble des réformes. La très grande majorité des expertises, les comparaisons internationales montrent qu'il faut avancer vers une école obligatoire qui garantisse à tous la maîtrise d'un socle commun de connaissances et de compétences ambitieux, ambitieux principalement parce qu'il doit pouvoir ouvrir à tous la diversité des poursuites d'études et des voies d'insertion, ambitieux par les objectifs qu'il se donne pour les élèves plutôt que par les programmes qu'il énonce. Nous en sommes loin parce qu'une logique éducative méritocratique continue de prévaloir dans les choix du ministère et dans le fonctionnement du système. Que la compétition et l'élitisme soient atténués par des tentatives d'aider les plus fragiles ne change rien au fait que c'est cette logique qui génère mécaniquement des exclus qui sont autant de preuves d'échec pour notre mission de service public.

Il est aujourd'hui urgent de prendre le virage d'une éducation attentive au parcours de chacun et fondée sur la coopération de l'ensemble des acteurs, il est urgent de fonder une École de la bienveillance au lieu et place de l'École de la compétition généralisée, cette École de la compétition que nous vivons aujourd'hui et que certains nous proposent d'aggraver encore.

Par sa nature même, ce virage ne peut être le fait d'un simple acte d'autorité. Il suppose l'établissement d'un dialogue éducatif et social constructif et respectueux. Avec la sérénité sur le budget, c'est probablement ce qui a le plus manqué lors de cette mandature. Jamais il n'a été possible de disposer d'un agenda social pour donner de la cohérence au dialogue social. Les personnels, comme leurs représentants ou les divers partenaires, n'ont cessé d'être soumis à des cascades de décisions pour la plupart peu ou mal débattues, ce qui n'a fait que développer le sentiment d'un profond mépris contradictoire avec tout débat constructif.

Le Sgen-CFDT a fait le choix du dialogue social, dans le respect des divergences mais avec la volonté d'avancer et de faire avancer l'école.

C'est la raison pour laquelle, et aussi parce que nous refusons le statu quo sur cette question, nous avons choisi la voie de la négociation sur la question de l'évaluation. C'est aussi la raison pour laquelle nous avons déposé, sous forme d'amendements, des propositions sur ce texte. Ces amendements sont de deux ordres, certains demandent au gouvernement d'aller aussi loin dans la mise en place de garanties qu'il avait accepté de le faire dans la négociation. Un autre lui demande de faire le pas nécessaire, la déconnexion entre l'évaluation et la carrière, pour rendre cette nécessaire réforme acceptable par les personnels et donc opératoire et utile.

Alors que nous n'en sommes qu'au début du nouveau fonctionnement en CT, et bientôt dans une nouvelle mandature présidentielle, nous réaffirmons notre demande que fonctionnent pleinement les mécanismes du dialogue social, c'est une nécessité incontournable pour l'École, pour ses personnels, et donc au final pour la réussite des élèves.